

Congrès 2023

L'écologie populaire en débat

Retour des carrefours de discussion

L'écologie populaire, notre affaire !

- Ces échanges sont un point de départ, ouverture d'un processus
- Ce ne sont certes que 1 à 4 jours de travail, de participation
- Organiser continue, rendre visible
- Mettre nous les proches, amies pour continuer le travail
- Écouter, sans attendre de réponses
- Échanger, partager et apprendre
- Se rencontrer
- Apprendre avec la 3^e République pour multiplier ensuite à 8 milliards, pour nos années 2030



Éd. Resp : Charlotte Renouprez
8/2 rue du Lombard - 5000 Namur
Crédits photos : Freepik, Flickr Commons
Imprimé en avril 2024

Ce carnet vise à présenter de manière synthétique et pédagogique le contenu des ateliers de l'après-midi du congrès du 18 novembre 2023 des Équipes Populaires.

Avec les membres et les permanents du mouvement, nous avons pris le temps de nous interroger sur ce que signifie pour nous l'écologie populaire pour chacune des thématiques que nous travaillons. Se poser cette question nous force à sortir de notre zone de confort, à aller gratter là où c'est parfois inconfortable. Et tant mieux, c'est aussi comme cela que nous pouvons faire avancer les réflexions !

Avec quels éléments sommes-nous toutes et tous d'accord ? Y a-t-il des désaccords, des points de tension, des incertitudes ? Jusqu'où sommes-nous collectivement prêts à aller, de quelles informations avons-nous encore besoin pour pousser la réflexion plus loin ? Voyons cela ensemble... Nous poserons d'abord le cadre politique global autour duquel il y a consensus, ensuite nous déclinerons thématique par thématique l'état des réflexions, avec des pistes d'appropriation et de mise en mouvement pour approfondir le questionnement dans nos groupes et projets.

Ce carnet est un outil de travail pour notre mouvement. Il est donc certainement encore incomplet ! Vous remarquez des éléments absents des réflexions ? Vous souhaitez mettre en débat l'un ou l'autre point ? Signalez-le à votre équipe régionale ou aux permanents, cela alimentera la dynamique collective !

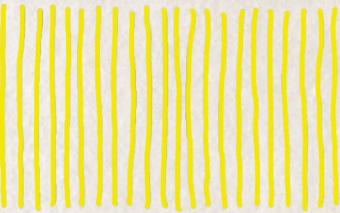
Bonne lecture !

Toutes les citations entre « » sont des paroles issues des discussions du congrès. Nous avons choisi de ne pas utiliser l'écriture inclusive afin de faciliter la lecture. Nous avons dédoublé au maximum, tout en gardant la fluidité du texte.

Table des matières

- 06 De la spontanéité pour commencer !
- 10 Cadre politique global
- 12 Alimentation
- 16 Logement
- 20 Vie associative et démocratie
- 24 Fiscalité
- 28 Accueil et migration
- 32 Énergie
- 36 Mobilité
- 40 Numérique





De la spontanéité pour commencer !

Voici un aperçu de l'animation proposée en début d'après-midi lors du congrès.

Quelques phrases étaient affichées sur les murs de la salle : nous avons distribué à chacun des gommettes vertes, jaunes et rouges, à venir coller sur ces phrases. Ces gommettes avaient pour but de faire passer un message spontané :

- **Les gommettes vertes** signifient : oui, je suis tout à fait d'accord !
- **Les gommettes jaunes** signifient : j'hésite, je ne sais pas, il faudrait creuser...
- **Les gommettes rouges** signifient : je ne suis pas du tout d'accord !

Comme vous pouvez le voir au premier coup d'œil, il y a des positionnements unanimes, et d'autres plus partagés... Un bon point de départ pour la réflexion !



L'installation de panneaux photovoltaïques par les particuliers

L'accès de tous au logement (à un logement digne) doit être une priorité politique

Développer les habitats groupés

Un impôt sur la fortune et les patrimoines



Travailler à la mise en place d'une égalité sociale de l'alimentation

Favoriser le télétravail

Les solutions aux problèmes
écologiques sont principalement
collectives

Des transports en commun gratuits
et abondants en ville et à la
campagne

Freiner le développement du
numérique

Les primes actuelles à la rénovation
des logements (Région Wallonne et
Région Bruxelloise)

Les magasins locaux et paysans

L'interdiction des grosses voitures
(SUV etc.)

Climat : Extinction Rebellion bloque quatre ponts londoniens

Partir et signer avec AFP
Publié le 15/04/2022 à 17:56, mis à jour le 15/04/2022 à 18:46

Écouter cet article



Favoriser le numérique pour
dématérialiser l'économie

En matière d'écologie, il faut que
chacun fasse sa part

(Mouvement des Colibris)

Il faut appliquer le principe
« pollueur-payeur »

« L'avenir de la voiture, c'est
l'électrique. Mais l'avenir de la
mobilité, ce n'est pas la voiture. »

(Aurélien Bigo)

Un jardin partagé

Cadre politique global

En amont du congrès, nous avons précisé ce que nous entendons par « écologie populaire ». Nous nous sommes basés sur cette définition pour mener les discussions du 18 novembre après-midi. Nous parlons bien d'une écologie **ancrée dans les préoccupations** et vécus des milieux populaires, qui reconnaît leurs inquiétudes en la matière ; soucieuse **d'inclure tout le monde**, donc opposée à l'extrême droite d'une part et à l'idéologie capitaliste néolibérale d'autre part ; **collective** dans ses démarches en éducation permanente et dans les mesures politiques qu'elle réclame ; enfin une écologie dont l'horizon est la **diminution des inégalités**.

Les discussions nous ont permis d'aller plus loin et d'identifier trois fondamentaux supplémentaires à garder en tête tout au long de la lecture de ce carnet :

Nécessité (1) de **décloisonner**, au sens où l'on ne peut mener cette réflexion politique sans avoir en tête les imbrications des thématiques les unes dans les autres. Par exemple, on ne peut penser la mobilité sans penser le lien avec le travail et l'aménagement du territoire, et donc le logement. Ce découplage est nécessaire pour pouvoir développer des projets, des dynamiques, des actions, des revendications... en cohérence les unes avec les autres.

Nécessité (2) d'avoir une **approche systémique et collective**, c'est-à-dire de voir chacune des thématiques dans sa globalité, dans son ensemble. Pour l'alimentation par exemple, regarder avec les lunettes *écologie populaire* l'entièreté de la chaîne, « de la fourche à la fourchette » comme disent certains, ou encore « de la terre à la bouche ». Ce point de vue nous permet d'affirmer que c'est d'une approche collective dont nous avons besoin, qui change fondamentalement les règles du jeu, plutôt que d'une approche individuelle qui risquerait d'être culpabilisatrice.

Nécessité (3) d'aborder le sujet de la **régulation du secteur privé et du marché en général** (financiarisation, marchandisation, spéculation, profits). L'absence de règles, l'absence de limites à l'enrichissement et au profit, les dogmes économiques néolibéraux sont au cœur du problème. Il est nécessaire de réguler, de décider collectivement, en étant attentifs aux effets d'aubaine de certaines réglementations.

Voyons maintenant comment concrètement ces affirmations se déclinent, thématique par thématique, et quelles questions elles posent.

Alimentation

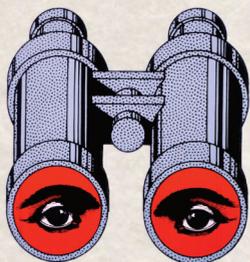
Les discussions ont pointé la nécessité de décortiquer l'entièreté du cheminement de nos denrées alimentaires, depuis le champ jusqu'à nos assiettes. Cela implique de parler des **conditions de production** des aliments (produits à l'importation/exportation ? Monoculture ? Élevage industriel ? Surpêche ? Biologique ou avec des intrants phytosanitaires ? Quelle transformation ? Pour quelle rémunération, et quel type d'entreprise ? ...), **de distribution** (combien d'intermédiaires, quelle est la place du marketing et de la publicité ? ...) mais aussi des conditions **de consommation** (accessibilité financière, spatiale, culturelle ? Répartition des tâches dans la famille ? Temps de travail ? ...).



À ce stade, nous avons encore besoin d'approfondir chacune de ces questions, mais ce dont nous sommes sûrs c'est que **nous refusons la logique individuelle**. C'est d'une **régulation** et d'une **réorganisation du système** dans son ensemble que nous voulons, qui réponde à la fois aux impératifs écologiques et aux impératifs sociaux. C'est ici la logique de marché (entendue comme la possibilité de spéculer et de faire du profit sur l'alimentation) et de privatisation (notamment les brevets sur les semences ou la privatisation des terres agricoles) qui est pointée du doigt.

« Il n'est pas normal que ces personnes [les actionnaires] s'engraissent (financièrement) pendant que d'autres se serrent la ceinture (littéralement) », « [il faut] sortir de la logique de production capitaliste et libérale, pour quelque chose d'aussi fondamentale que l'alimentation. »

L'idéal selon nous étant d'arriver à un système favorisant la multiplication des fermes de taille humaine, de relocaliser la production, de créer des coopératives maraîchères, de relancer les épiceries locales ou ambulantes, de limiter les intermédiaires afin de favoriser l'accessibilité financière des produits et de permettre un revenu suffisant aux producteurs et productrices. Un constat partagé est que *« avec le temps, les aliments et les produits se sont multipliés de manière incroyable. On peut se nourrir pour un coût réduit, mais au prix de la qualité [sociale et écologique] dans la plupart des cas »*.



Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

- Jusqu'à quel point réduire les intermédiaires ? Il y a l'idée que « tout le monde doit y gagner », mais qui est ce « tout le monde » ? Aussi celles et ceux qui en tirent un profit démesuré ? D'ailleurs, à partir de quand un profit peut-il être qualifié de démesuré ?
- Militer pour la gratuité des cantines, d'accord, mais qui paye quoi à qui ? La gratuité n'existe jamais vraiment. Quels critères voudrions-nous nous donner pour que le financement public des cantines scolaires soit acceptable ? Faut-il une gratuité, ou une accessibilité (prix différenciés en fonction des revenus des parents) ?
- Réguler les prix, les uniformiser ou en détaxer certains... D'accord, mais qu'est-ce qu'un prix « juste » ou équitable d'un point de vue social (à la fois accessible financièrement et suffisamment rémunérateur pour les agriculteurs/producteurs/artisans/commerçants) et écologique (favoriser la production locale et/ou respectueuse de l'environnement) ?





Se mettre en mouvement

- Listez en groupe vos menus respectifs de ces dernières 24h. D'où viennent les aliments que vous avez consommés ? Avez-vous tout cuisiné vous-même, ou mangé des aliments transformés ? Identifiez des pistes pour rendre vos menus plus « écologie populaire ».
- Faites une cartographie de votre quartier, ville, village, dans laquelle vous identifiez les différents commerces alimentaires, en les catégorisant du plus « écologie populaire » au moins « écologie populaire ».
- Sur base de cette carte, imaginez des demandes précises que vous pourriez formuler aux instances politiques communales et provinciales, pour améliorer l'offre d'aliments « écologie populaire ».
- Listez les associations locales, de votre quartier, qui travaillent sur la question de l'alimentation durable et de l'accès à l'alimentation.
- Organisez une marche dans les campagnes environnantes, et essayez d'identifier ensemble les productions des champs que vous traversez.
- Jouez en groupe au « Jeu de la ficelle » :
<http://www.jeudelaficelle.net/>



Logement

À ce stade, quatre nécessités politiques claires font consensus :

- Démarchandiser, limiter l'emprise du privé – et donc augmenter celle du public ;
- Stopper la bétonisation, l'étalement urbain et la construction dans les zones inondables, penser la ville/village et le logement en lien avec l'environnement (espace vert, nature...);
- Avoir une approche collective de la problématique (rénovation, isolation, type de logements, défense des droits, régulation...);
- Avoir une politique beaucoup plus stricte et contraignante à l'égard des marchands de sommeil et des logements vides, ce sont des comportements anti-sociaux et anti-écologiques.

Plusieurs tensions ont été identifiées :

La principale est celle entre le droit de propriété et le droit au logement, aussi vue comme la tension entre la liberté individuelle et la liberté collective.

Jusqu'où est-il nécessaire de contraindre les propriétaires bailleurs ? À partir de quel moment l'intérêt collectif doit-il primer sur les intérêts individuels ? Ces tensions s'illustrent actuellement dans les difficultés de mise en place d'une politique ambitieuse de rénovation et d'isolation des logements.

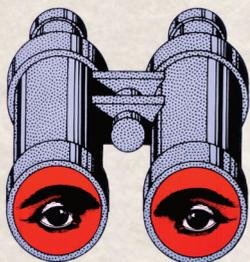




Comment répondre à l'impératif social (tout le monde a le droit de vivre dans un logement salubre et bien isolé, accessible financièrement) et écologique (un logement bien isolé produit moins de gaz à effet de serre) ? On le sait, dans le marché non régulé d'aujourd'hui, le prix du loyer est fonction de la qualité du bien : au mieux il est isolé, au plus il sera cher. Il faut sortir de ce schéma-là. Pour certains, les politiques d'incitation des propriétaires bailleurs ont montré leurs limites, il est temps aujourd'hui de contraindre.

Une troisième tension a été pointée, celle de **l'usage du sol** : comment produire plus de logements sociaux, tout en préservant les espaces verts, les zones de production agricole et en stoppant la bétonisation ? C'est un réel challenge, pour un pays aussi urbanisé que le nôtre ! Faut-il dès lors densifier les villes, les villages, arrêter avec l'étalement urbain et les villas 4 façades ? Certains prônent l'habitat léger, mais celui-ci a malgré tout une emprise réelle sur le sol, nécessite toute une série d'aménagements de services publics, de routes... qui ont aussi un impact sur l'environnement.

Enfin, les échanges ont mis le doigt sur une difficulté à laquelle nous sommes toutes et tous confrontés lorsque l'on parle de droit au logement : **la législation est complexe**, technique, les compétences sont régionales, donc nous n'avons pas exactement les mêmes règles (ni tout à fait les mêmes enjeux) à Bruxelles et en Wallonie, il est difficile de s'y retrouver parmi tous les acteurs. C'est difficile de faire des propositions concrètes car cela devient rapidement un débat d'experts, et nous avons parfois l'impression de ne pas avoir toutes les cartes en main.



Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

- Faut-il inciter les bailleurs à rénover leurs logements mis en location via des primes, ou les obliger ? Comment bloquer les loyers pour éviter leur hausse ? Est-ce légitime pour les propriétaires bailleurs de récupérer une partie de leur investissement via une augmentation des loyers ? Et lorsqu'ils ont reçu des aides publiques ?
- Faut-il interdire la construction de nouveaux logements sur des espaces verts encore non bétonnés ? Quels types de projets immobiliers peut-on autoriser en périphérie des villes, des villages ?
- Les logements vides, vrai problème, fausse solution ? Comment obliger les propriétaires à les remettre en location ?



Se mettre en mouvement

- Promenez-vous dans votre quartier et regardez le nombre de logements qui semblent à l'abandon, vides. Depuis combien de temps sont-ils dans cet état-là ?
- Promenez-vous dans votre quartier et comptez le temps qu'il vous faut pour arriver à pied à un parc public, un espace vert.
- Promenez-vous dans votre quartier et regardez le type de logement : appartements ou maisons ? Quelle proportion d'habitants a accès à un espace extérieur, balcon ou jardin privé ?
- Nous faisons partie du Rassemblement Wallon pour le Droit à l'Habitat (RWDH) et du Réseau Bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH). Connaissons-nous leurs sites Internet, leurs principales revendications ? Et si nous tentions de comprendre leurs mémorandums et de faire le lien avec l'écologie populaire ?
- Avec le MOC et d'autres acteurs associatifs, nous portons une campagne pour la fin du statut de cohabitant. Connaissez-vous les revendications, les outils d'animation, le site Internet ? <https://www.stop-statut-cohabitant.be>

Vie associative et démocratie

Au cours de la discussion nous avons identifié **des tensions et des incertitudes**, ainsi qu'une difficulté de relier l'écologie populaire avec la vie associative et la démocratie.

*« Vie associative, démocratie et écologie populaire ?????
Quels liens, comment en parler et transmettre cette
discussion avec des personnes qui « sont moins politisées,
moins mobilisables sur ce niveau-là » ? »*

On voit bien ici une difficulté de voir en quoi ces questions sont liées et en même temps une intuition de notre rôle qui serait de favoriser le débat, d'amener des personnes moins politisées à se poser les questions que nous nous posons et à se les poser ensemble, dans l'objectif de se mobiliser (**Voir – Juger – Agir !**). Et favoriser ce débat, c'est tout mettre en place pour permettre aux gens de nous rejoindre (en organisant des déplacements collectifs par exemple).

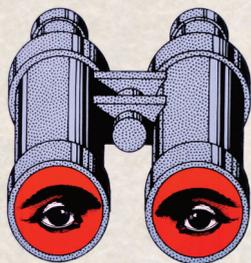


La principale tension mise en avant touche aux **stratégies d'actions** :

« Descendre dans la rue, appeler à la désobéissance civile, voire au boycott, au sabotage ? »

Il apparaît nécessaire par ailleurs d'approfondir les liens entre écologie populaire, démocratie et vie associative.





Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

- Au fond, la démocratie, qu'est-ce que c'est ? Quels sont les éléments incontournables de ce type de régime politique ?
- En tant que mouvement d'éducation permanente, nous faisons partie des mouvements sociaux, des contre-pouvoirs. Quels seraient nos moyens d'actions dans ce cadre ? Donnez des exemples de groupes, projets, initiatives des Équipes....
- Vu les urgences sociales et écologiques et le manque de réactivité des politiques et de la société, la désobéissance civile est un chemin obligé ! D'accord ou pas d'accord ? Pourquoi ?
- Quelles stratégies d'action trouvons-nous légitimes, en tant que contre-pouvoir organisé (et subventionné par les pouvoirs publics), défenseur de la démocratie ? Le sabotage fait-il partie des moyens d'action « légitimes » ?
- La répression des mouvements sociaux est telle que l'on peut se poser la question de la difficile compatibilité entre démocratie et écologie populaire. Qu'en pensez-vous ?



Se mettre en mouvement

- Réaliser un arpentage du livre d'Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline*, La Fabrique, 2020. Ou de Naomi Klein, *Plan B pour la planète : Le New Deal vert*, [« On Fire : The (Burning) Cas for a Green New deal »], trad. De Mathieu Dumont, Actes Sud, 2019, 416 p.
- Lister ensemble toutes les associations, tous les collectifs, les mouvements ou événements auxquels on a déjà participé, dont on a entendu parler, et qui concernent de près ou de loin l'écologie. Lesquels pourraient travailler avec les Équipes Populaires ? Lesquels nous semblent proches de nous ? Lesquels nous semblent éloignés ?



Fiscalité

Première bonne nouvelle : les liens entre fiscalité et écologie populaire nous semblent évidents !

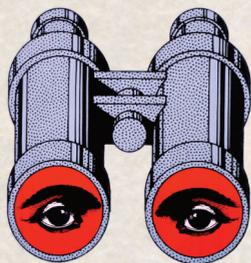
- Une fiscalité inégalitaire (ou en tout cas rendant possible l'extrême richesse) favorise le changement climatique (« *les grosses fortunes se permettent beaucoup de choses et polluent* ») ;
- La fiscalité est un moyen d'action transversal pour limiter les comportements et modes de vie ni écologiques, ni sociaux ;
- La fiscalité est un levier pour favoriser l'égalité, par le haut (limiter les possibilités d'accumulation et de richesse) et par le bas (réduire la pauvreté en redistribuant).

« Convaincre les gens que les impôts sont utiles, avoir un discours positif sur la fiscalité qui est là pour redistribuer ! »

Il y a donc un **enjeu autour du consentement à la contribution – convaincre que contribuer c'est utile et nécessaire – et de la mise en place de règles strictes** qui empêchent l'optimisation et la fraude fiscale. Ces comportements jouent avec la légalité et affaiblissent notre système de sécurité sociale, nos services publics.

Parmi les pistes de solutions à mettre en débat, citons : taxer les revenus locatifs, taxer les produits en fonction d'un rapport utilité sociabilité/durabilité (le produit en question est-il utile socialement, écologiquement ?), soutenir les agriculteurs en détaxant certains produits, mettre en place un impôt sur les grosses fortunes, octroyer automatiquement les aides à la rénovation des logements, ne plus faire de déduction fiscale mais des crédits d'impôt, augmenter les moyens donnés au SPF Finances, détaxer les investissements écologiques...





Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

- La globalisation des revenus, fausse bonne idée ou vraie solution ?
- Pourquoi a-t-on si peur de taxer les riches ? Pourquoi personne ne le fait-il ? Pourquoi cela semble-t-il impossible ? Même question pour les revenus locatifs.
- Une taxe en fonction de l'utilité sociale ou de la durabilité d'un produit serait-elle pertinente ? À quelles conditions ? Pour quels produits ?

Se mettre en mouvement

- Observons des chiffres du SPF Économie : quels sont les montants que nous mettons en commun chaque année ? Quels services publics permettent-ils ? Cette mise en commun n'est-elle pas indispensable à une écologie populaire ?
- Nous faisons partie du Réseau pour la Justice Fiscale (RJF). Connaissons-nous son site Internet, ses principales revendications ? Et si nous tentions de comprendre son mémorandum et de faire le lien avec l'écologie populaire ?





Accueil et migration

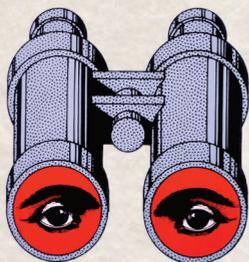
Tout comme pour la thématique « vie associative et démocratie », les liens concrets et directs entre accueil - migration et écologie populaire semblent de prime abord moins évidents. Malgré tout, une série de liens ont été identifiés. D'abord, le fait que nous occidentaux « *avons créé le problème en tant que capitalistes et postcoloniaux* » ; autrement dit, il est nécessaire de regarder la question de l'écologie populaire aussi avec des lunettes **internationales** : penser « résoudre » la question écologique en déplaçant la pollution de l'autre côté de la planète (exemple : les mines de cobalt), n'est pas une option pour nous.

« *L'immigration est utilisée par la politique pour créer des polémiques, est instrumentalisée* » : la peur des migrations est encouragée et utilisée par les adversaires de la justice sociale et de la justice climatique, ce qui alimente les discours d'extrême droite, les propos racistes, les préjugés et les discriminations, contre lesquels nous luttons dans nos pratiques d'éducation permanente. Enfin, soulignons que la migration a toujours existé mais qu'avec le changement climatique, elle augmente. Or, face à cela, l'Europe met en place une politique d'accueil inhumaine, avec notamment *Frontex*, alors même que nous avons une grande responsabilité dans la problématique climatique. Il faudra probablement « *se préparer aussi à long terme aux réfugiés climatiques qui vont arriver de plus en plus* ».

Concrètement et localement, nous sommes impliqués un peu partout en Wallonie et à Bruxelles pour rendre l'accueil un peu plus humain, pour la régularisation des personnes sans papiers et pour un meilleur vivre-ensemble de manière générale (à travers la déconstruction des stéréotypes et préjugés notamment).

***« Vivre ensemble, faire ensemble, faire faire ensemble,
rester et penser humainement. »***





Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

- Faut-il plus de centres d'accueil, augmenter le nombre de places et de lits disponibles, ou plaider pour un changement complet du système ?
- Le contrôle aux frontières, est-ce une nécessité ou pourrait-on arrêter de réguler les migrations ?
- Quelles régions du monde vont devenir inhabitables dans les prochaines années/décennies ? Combien de millions, de milliards de personnes vont être touchées directement ou indirectement par le dérèglement climatique ? Où pourront-elles vivre dignement ?
- Serait-ce intéressant d'élargir le droit de vote aux personnes n'ayant pas la nationalité belge pour certains niveaux de pouvoir, ou pour tous les niveaux de pouvoir ?

Se mettre en mouvement

- Rencontrer des personnes migrantes, apprendre à connaître les raisons de leur exil, les pays qu'elles ont dû quitter, les contextes où elles vivaient.
- Rencontrer des hébergeurs de la plateforme citoyenne, ou favoriser une rencontre « EP » des hébergeurs.
- Nous faisons partie du Groupe de Travail Migration du MOC. Connaissons-nous son mémorandum, ses dernières actions ? Avez-vous un projet « zone de droit » ou un projet « commune hospitalière » qui est en place dans votre région, votre quartier ? Si pas, pourquoi pas tenter de mettre une de ces deux initiatives en place !
- Nous faisons partie du CIRÉ (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Étrangers). Connaissons-nous son site Internet, ses principales revendications ? Et si nous tentions de comprendre son mémorandum et de faire le lien avec l'écologie populaire ?



Énergie

Ici aussi les liens avec l'écologie populaire semblent évidents : d'un côté l'énergie est polluante, **toute infrastructure de production d'énergie, toute énergie consommée produit des déchets**. Et d'un autre, nous sommes toutes et tous dépendants de l'énergie pour nous chauffer, nous nourrir, nous déplacer, nous vêtir... **Il y a une question de dignité humaine dans l'accès à l'énergie**. Or cela est organisé par un marché privé qui tire profit de cette dépendance à l'énergie.

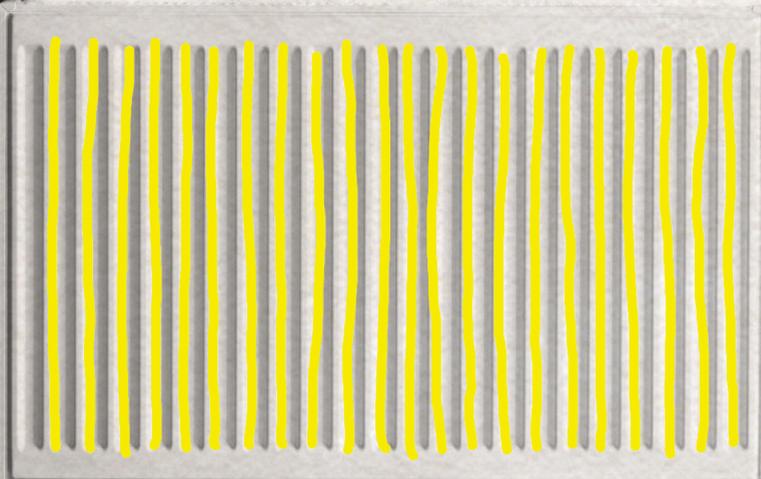
Ce dilemme ne peut donc pas être résolu uniquement par des actions individuelles, c'est une question de société. Pourtant, un élément qui saute aux yeux à la lecture des notes du congrès, c'est que ce sont d'abord les **gestes individuels** qui sont mentionnés (le groupe écowatchers qui apprend à faire des économies, le Slowheat, les trucs et astuces pour consommer moins...). En fait, c'est souvent le cas lorsque l'on parle d'énergie. Le système est tellement complexe, c'est probablement une manière de nous redonner du pouvoir, d'agir directement sur ce sur quoi nous pensons avoir prise. Mais la suite des échanges pointe bien qu'il est nécessaire de **se poser la question du collectif, de l'organisation du marché, du système** dans lequel tout cela s'inscrit (à l'image de notre campagne 2023 « Sortir de la libéralisation »).

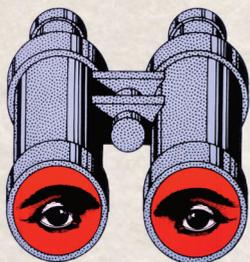
« Arrêtons de faire le panier de la ménagère, faisons du collectif !! Depuis les années 60 en Belgique c'est l'achat individuel qui prime, il faut revenir à la bataille du collectif et des logements publics, pas faire de la morale individuelle. »

« La simplicité volontaire c'est un truc de bourgeois, les pauvres c'est la simplicité forcée. »

On voit bien ici le risque de l'individuel, qui est de nous donner l'impression de « faire quelque chose » et de se limiter à cela, mais aussi de culpabiliser des individus qui ont peu de marge de manœuvre dans leur consommation, qui sont déjà privés de tout de par leur situation précaire, qui sont très loin d'être des gros pollueurs.

« Il faudrait obliger les multipropriétaires à louer des appartements corrects au niveau PEB, mais l'économie obtenue par ces rénovations devrait revenir moitié/moitié aux locataires et aux propriétaires. »





Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

- Faut-il à tout prix de l'énergie verte ? D'ailleurs, jusqu'à quel point une énergie verte est-elle verte ?
- Peut-on accepter de faire des travaux démesurés pour amener de l'énergie à certains endroits difficiles d'accès ? (Nécessité de penser les choses de manière décroisée : lien entre énergie, logement, urbanisme et aménagement du territoire)
- Vouloir de l'habitat léger dans certaines zones encore non urbanisées pourrait être vu comme écologique (peu d'emprise au sol) et social (accessible financièrement) mais si cela nécessite de faire des grands travaux pour apporter l'énergie, est-ce réellement écologique ?
- Sur le sujet de la précarité énergétique, l'isolation des bâtiments : jusqu'où contraindre les bailleurs ? Qui soutenir avec l'argent de la collectivité ?
- Faut-il aller vers des compteurs intelligents ?

- 
- Comment faire en sorte que les communautés d'énergie soient appropriables par tous, et pas seulement quelques privilégiés ?
 - Peut-on accepter des productions d'énergie démesurées dans des lieux éloignés pour fournir des lieux denses en habitation (solidarité ville/campagne) ?

Se mettre en mouvement

- Regardez autour de vous et listez tout ce qui a besoin d'énergie pour fonctionner (ordinateur, lampe, chauffage...).
 - Sur le territoire de notre commune, où y a-t-il production d'énergie ? Observons tout ce qui est nécessaire à la distribution d'énergie. Tout est-il visible dans ces infrastructures ? (réseaux de gaz de ville, canalisations souterraines, etc.)
 - Nous faisons partie du Réseau Wallon pour l'Accès Durable à l'Énergie (RWADÉ). Connaissons-nous son site Internet, ses principales revendications ? Et si nous tentions de comprendre son mémorandum et de faire le lien avec l'écologie populaire ?
 - Nous sommes aussi membres de la Coordination Gaz-Électricité-Eau (CGEE). Connaissons-nous ses principales revendications ?
- 
- 

Mobilité

Comme la fiscalité, le logement et l'énergie, la mobilité est réellement un carrefour évident, un élément transversal du lien entre l'écologie et le social. En effet, la mobilité ne pose pas les mêmes problèmes selon notre niveau socio-économique, le lieu où nous habitons, l'endroit où nous travaillons... Des politiques prenant en compte uniquement l'aspect écologique pourraient avoir des conséquences antisociales dramatiques.

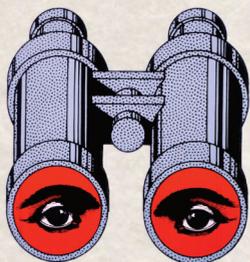
À ce stade, il y a finalement peu d'éléments que nous pouvons affirmer, nous avons surtout pointé des tensions, des nœuds. Ce qui fait l'unanimité, c'est la nécessité de **lutter contre l'inégalité d'accès aux transports en commun**. Pourquoi ne pas mettre en place un service de taxi social gratuit dans les communes rurales ? Et rétablir les bus toutes les heures dans toutes les régions ?



D'apparence simple, ces affirmations amènent néanmoins une série de tensions :

- La mobilité étant réellement centrale dans nos vies, elle est vue presque comme un **droit individuel** (« ma voiture ma liberté ») mais aussi comme un **moyen pour avoir une vie sociale épanouissante et émancipatrice** (possibilité d'avoir des contacts sociaux, une vie culturelle, un emploi, aller chez le médecin, faire ses courses...). La restreindre n'est pas simple et peut parfois être perçu comme antisocial. Pourtant il y a un réel enjeu écologique à « bouger moins ». Comment concilier ces deux besoins fondamentaux ? Cela nécessite aussi de se poser à nouveau la question de la **limitation des libertés individuelles**. Jusqu'où sommes-nous d'accord de nous restreindre individuellement, pour permettre plus de libertés collectives ? Une piste identifiée est le fait de favoriser absolument les transports collectifs.
- La mobilité douce est bonne pour l'environnement et pour la santé... Mais n'est pas accessible à toutes et tous.
- La gratuité des transports en commun : faut-il parler de **gratuité**, ou d'**accessibilité** ?

« On rêve de gratuité, mais qui va payer ? Alors que déjà 80% du prix d'un ticket de bus est pris en charge par la collectivité. Attention au niveau de la rentabilité du TEC. »



Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

- Faut-il interdire la vente de grosses voitures polluantes comme les SUV ? La publicité ? Les salons de l'auto ? Les jets privés ?
- Comment le train pourrait-il devenir moins cher que l'avion pour les moyennes distances continentales ?
- Comment garantir le financement de la gratuité des transports en commun ?
- Comment concilier liberté individuelle de se déplacer et urgence écologique ? Est-ce conciliable ?
- Qu'est-ce qui est le plus efficace, rapprocher les services (magasins, boulangeries, services publics) ou intensifier la mobilité pour aller dans des zonings excentrés ?



Se mettre en mouvement

- Promenez-vous dans votre quartier et comparez la place que prend la voiture dans l'espace public, à l'espace prévu pour les autres types de mobilité (vélo, transport en commun, pieds).
- Faites une cartographie de votre quartier et identifiez les services (école, crèche, poste, banque, commerces, boulangerie, médecin...) accessibles à pied et/ou en transport en commun en moins de 15 minutes.
- Promenez-vous dans votre quartier et observez l'état des trottoirs, de la voirie. Sont-ils faciles d'usage, accessibles (pensez aux PMR, poussettes...)?



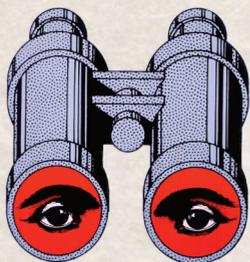
Numérique

De notre point de vue, la société du tout au numérique creuse les inégalités sociales et a un impact négatif important sur le changement climatique. Elle creuse les inégalités sociales car dans le monde actuel, il est très difficile de se passer du numérique ; or nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne quant à son utilisation. Le numérique a un impact négatif sur le changement climatique car les matières premières sont extrêmement polluantes (leur extraction a des conséquences écologiques et sociales en cascade dans les pays concernés, il y a des enjeux de solidarité internationale aussi à garder à l'esprit) et le stockage des données nécessite énormément d'énergie. Il y a par ailleurs un enjeu démocratique fondamental dans la société du tout au numérique (qui décide de quoi comment, qui a accès à quel type de décision...).



Face à cela, trois tensions ont été identifiées :

- **Entre le présentiel et le distanciel** : se voir « en vrai » permet les contacts sociaux. Dans nos pratiques d'éducation permanente, nous voyons vraiment la nécessité de créer et nourrir les liens sociaux à travers des contacts directs. Mais le distanciel permet d'éviter des trajets, un gain de temps... Parfois, c'est pratique. Encore faut-il avoir la connexion internet, l'ordinateur et les compétences...
- **Maintenir l'écrit, l'humain contre le « pragmatisme » de l'informatique** : pour toute une série de démarches il est vrai que l'informatique est une opportunité, permet un gain de temps et une plus grande efficacité. Dans le domaine de la santé par exemple, avec le dossier médical partagé. Mais passer par le numérique pour toutes les démarches n'est pas désirable non plus. Pour celles et ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas devenir dépendants du numérique, les guichets humains et le téléphone doivent redevenir accessibles.
- **Le numérique est devenu incontournable**, nécessaire comme moyen de communication, **mais** en même temps dans nos pratiques de terrain, nous voyons la **nécessité de revenir à l'humain** et à des moyens de communication tangibles (affiches, annonces, flyers, bouche-à-oreille...).



Pour aller plus loin, en groupe

Des questions à se poser

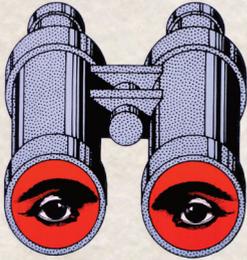
- Est-il nécessaire d'impulser, de participer à un vaste mouvement d'alerte sur l'ensemble des dérives du numérique sur nos vies individuelles et collectives ? De participer à un réseau sur le sujet, comme c'est le cas dans d'autres domaines ?
- Où placer la ligne de démarcation entre le numérique « positif », utile à la collectivité et à soulager l'humain, et le numérique « négatif », qui nous détourne de l'essentiel et nous rend esclaves ?
- Un « numérique écologique », est-ce possible ? Pourquoi, à quelles conditions ?
- Selon vous, le tout au numérique est-il une menace pour l'emploi ?
- L'émergence de l'intelligence artificielle vous préoccupe-t-elle ? Pourquoi ? Quelles dérives et risques voyez-vous dans ces nouvelles technologies ?



Se mettre en mouvement

- Listez toutes les plateformes ou services qui passent aujourd'hui par le numérique (santé, banque, impôts, etc.). Est-ce que parmi vous certains parviennent encore à s'en passer ?
- Listez les collectifs et groupes de citoyens en lutte contre le tout au numérique, leurs revendications et leurs moyens d'action.
- Dans votre commune, savez-vous si les services publics sont accessibles facilement via des guichets physiques ? Réalisez ensemble un diagnostic des services accessibles !





Loin de donner des réponses, notre congrès 2023 a surtout mis le doigt sur des grandes questions qui nous guideront durant les années à venir. Journées d'étude, colloques, rencontres citoyennes, dossiers de *Contrastes*, outils pédagogiques... ces moments collectifs permettront de « découper l'éléphant », de faire avancer la réflexion autour de l'écologie populaire.

Ceci est une première étape qui permet de baliser l'ampleur de ce qu'il nous reste à *voir*, pour pouvoir ensuite *juger* et *agir* en mouvement.



Équipes Populaires

8/2 rue du Lombard - 5000 Namur

081 734 086

secretariat@equipespopulaires.be

www.equipespopulaires.be

